
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58758

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

so zu einem Sammelsurium von Ereignissen, Gerüchten und Schauergeschichten. Es hat mit historischer Aufklärung nicht viel, eher mit dem Kitzel des gedanklichen Voyeurismus zu tun, wenn von den »Erbeuteten Frauen ...« berichtet wird. Sie werden – natürlich – Opfer von wilden Marokkanern, oder aber sie setzen sich den Unholden frauhaft zur Wehr: »Der eine griff schließlich nach derjenigen, die bügelte, was ihm schlecht bekam. Blitzschnell drückte sie ihm das glühendheiße Eisen ins Gesicht« (S. 102). Die deutschen Menschen dagegen waren, glaubt man den Ortsberichten, meist hilfreich, edelmütig und gut. Etwa gegenüber Fremdarbeitern und Kriegsgefangenen: »Die Russen waren recht dankbar, wenn ihnen von der Bevölkerung heimlich Brot, Äpfel, Kartoffeln und Saft gereicht wurden« (S. 107). Fast ein Leben im Schlaraffenland. Nur leider hatte das mit der Realität der meisten Zwangsarbeiter nichts zu tun.

Die Beispiele ließen sich vermehren, aber ich möchte hier abbrechen, die äußerst ambivalenten Eindrücke stehen lassen und versuchen, nüchtern zu bilanzieren: Vor uns liegt ein Heimatkundebuch über die letzten Kriegswochen und die ersten Monate französischer Besatzung. Es vereint eine Vielzahl anschaulicher, lebendiger Quellen und Dokumente. Manchmal ist es eine Fundgrube. Wissenschaftlichen Standards genügt das Buch nicht. Wahrscheinlich wurde das auch gar nicht angestrebt – was ja durchaus legitim ist. Aber eine erklärende, einordnende, gewichtende Kommentierung der ganz unterschiedlichen Materialien – also: Quellenkritik – wäre unbedingt nötig gewesen, gerade dann, wenn man darauf abzielt, nicht den Spezialisten, sondern den Laien zu bedienen und sein »Wissensbedürfnis in Sachen Geschichte« (Klappentext) zu stillen. So wie das Buch daherkommt, werden Klischees eher bestätigt als abgebaut. Da die »Quellen möglichst häufig selbst sprechen« sollen (S. 9) werden am laufenden Band schiefe (Geschichts-)Bilder provoziert.

Edgar WOLFRUM, Hannover

Hochschuloffiziere und Wiederaufbau des Hochschulwesens in Westdeutschland 1945–1952. Teil 3: Die Französische Zone, hg. von Manfred HEINEMANN, bearb. von Jürgen FISCHER unter Mitarbeit von Peter HANSKE, Klaus-Dieter MÜLLER und Anne PETERS, Hildesheim (August Lax) 1991, VII–336 p. (Geschichte von Bildung und Wissenschaft, Reihe B: Sammelwerke, 3).

Les recherches sur la Zone française d'occupation ont connu dans les années 80 un essor accentué à partir de 1986 par l'ouverture d'une salle de lecture permettant la consultation des archives de l'occupation française à Colmar même (jusqu'alors, les documents étaient envoyés de Colmar au Quai d'Orsay, ce qui en ralentissait et compliquait la consultation). Le colloque des 18 et 19 septembre 1985, dont les actes viennent de paraître, se situe à un moment charnière, où les travaux entrepris au début de la décennie commençaient à être connus, ce qui permit de cerner les territoires encore inexplorés et d'ouvrir de nouveaux champs de recherche. En même temps que dans l'historiographie de la politique culturelle française, le colloque s'inscrivait – et cela prioritairement – dans un projet de recherche sur la reconstruction des universités dans l'ensemble de l'Allemagne de l'Ouest; il faisait suite à deux colloques concernant la politique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne dans ce domaine, dont les actes viennent également de paraître.¹

1 Hochschuloffiziere und Wiederaufbau des Hochschulwesens in Westdeutschland 1945–1952. Teil 1: Die Britische Zone, hg. von Manfred HEINEMANN, bearb. von David PHILLIPS, Hildesheim 1990 – Teil 2: Die US-Zone, hg. von Manfred HEINEMANN unter Mitarbeit von Ulrich SCHNEIDER, Hildesheim 1990.

Sont publiés ici dans leur (quasi) intégralité les débats qui s'étendirent sur trois jours, et un choix de documents pour chacun des points à l'ordre du jour. Celui-ci contenait des aspects très généraux, comme l'organisation du Gouvernement militaire français, la réouverture des universités de la zone française ou encore les principes de la démocratisation de l'enseignement; des aspects plus limités et plus techniques, comme les statuts des personnels français, les relations des occupants et des Länder dans le secteur éducatif, les projets de réforme de l'Abitur, l'organisation de la recherche scientifique; il fut question aussi, bien entendu, conformément à l'intitulé du colloque, des universités de Tübingen, de Freiburg et de Mainz, des étudiants, des enseignants, et en relation avec cela, de l'esprit nationaliste renaissant dans les universités allemandes, de la renaissance d'une coopération internationale, etc.

Cet ouvrage retiendra l'attention des chercheurs qui travaillent sur la ZFO et les relations franco-allemandes, en particulier dans le secteur de la politique culturelle. En outre, il rend compte d'une démarche originale tant dans l'organisation du colloque que dans la rédaction des actes, démarche sur laquelle on insistera plus ici que sur le contenu, dont la diversité et le foisonnement nécessiterait une recension détaillée qui dépasserait de loin la place qui nous est impartie.

Le colloque réunissait des historiens et des témoins (acteurs, à l'époque de l'occupation, de la politique française dans le domaine culturel), entre autre les «curateurs» des universités); les participants avaient reçu au préalable, comme base de discussion, un ensemble imposant de documents provenant pour l'essentiel de divers fonds d'archives, à quoi s'ajouta pendant le colloque un volume équivalent de documents complémentaires. Ce sont les réactions de la part des témoins et leurs commentaires suscités par ces documents et par le questionnement des historiens qui constituent la matière collectée et publiée ici, augmentée d'un choix de documents publiés en annexe. Le caractère d'histoire orale est restitué et encore accentué dans les actes par la possibilité offerte aux participants d'apporter corrections et compléments à la transcription des débats, ce qui permet d'observer le cheminement de la mémoire, qui se poursuit, une fois déclenché par la confrontation avec les documents et le questionnement des historiens. Signalons encore le parti-pris des éditeurs de ne pas traduire les interventions et de publier un ouvrage bilingue.

Si le lecteur bénéficie des choix des organisateurs (authenticité de la langue, caractère narratif du discours, anecdotes nombreuses, style évoquant la «tranche de vie» etc.), le chercheur, dont la lecture est de nature utilitaire, est parfois impatienté par les digressions, les redites, les imprécisions du discours. L'ordre du jour prévoyait de traiter une vingtaine de points, qui sont autant de têtes de chapitre; certains aspects sont en fait traités dans d'autres chapitres de façon plus détaillée et continue que sous l'intitulé où l'on s'attend à les trouver. C'est le cas par exemple du chapitre «dénazification et rééducation»: il y est bien plus question du statut des lecteurs, des Instituts français, de la «normalisation» de la politique culturelle récupérée par le Ministère des Affaires étrangères, etc., que des points annoncés. Ces ruptures d'avec l'ordre du jour sont dues, entre autres, au fait que la mémoire des témoins, sollicitée par les historiens présents, opérait une reconstruction du passé qui ne coïncidait pas toujours avec l'évocation qu'autorisaient les documents soumis à la discussion; des ajustements de tous ordres, y compris sémantiques (les notions de «curateur», de «politique culturelle» firent ainsi l'objet d'échanges), furent souvent nécessaires. Les différences de perspective entre les uns et les autres entraînaient parfois le dialogue hors du cadre prévu, ou, inversement, des questions précises posées par les historiens restaient sans réponse. Pour le chercheur, le recours à l'index, complet et précis, comme du reste l'ensemble de l'ouvrage, qui est d'une remarquable qualité éditoriale, permet heureusement de compléter la collecte d'informations riches et évocatrices mais un peu aléatoires, issue de la lecture cursive.

Si le sujet de ce colloque était la reconstruction des universités de la zone française d'occupation, la mise en perspective avec les autres zones occidentales, en ce qui concerne les universités, mais aussi d'autres aspects de la politique d'occupation, apporte une dimension

supplémentaire aux débats. C'est au total un outil de travail riche et multiple qui est mis à la disposition des chercheurs travaillant sur la zone française d'occupation et les relations franco-allemandes.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Gewerkschaften in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft 1945–1949, bearb. von Siegfried MIELKE, Peter RÜTTERS unter Mitarbeit von Michael BECKER, Köln (Bund) 1991, 1229 p. (Quellen zur Geschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung im 20. Jh., 7).

Dans le vaste projet d'édition documentaire sur l'histoire du syndicalisme édité au Bund Verlag, voici le dernier des trois volumes traitant des années 1945–1949. Il est consacré à la place des syndicats dans la politique, l'économie et la société durant cette période alors que les deux premiers, déjà dus à Siegfried Mielke, avaient pour sujet la reconstruction des organisations.

On peut s'étonner de l'importance relative accordée dans cet ensemble à l'un et l'autre sujet: comme si l'action ne primait pas sur l'organisation, en d'autres termes comme si le contenu ne devait pas davantage intéresser que la forme! Qu'on ne s'y trompe pas: la reconstruction des syndicats allemands après 1945 a été un processus extrêmement complexe, puisque dans un pays moralement et matériellement ruiné, il fallait à la fois renouer le fil de la tradition après 12 ans de dictature et innover pour en tirer les leçons tout en composant avec les occupants. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les questions d'organisation, au demeurant toujours importantes dans le mouvement syndical, aient recouvert des enjeux cruciaux dont il fallait particulièrement détailler la teneur.

Mais si le compromis issu de cette situation touffue, l'organisation sous forme de «syndicat unitaire» (Einheitsgewerkschaft), s'est révélé un modèle d'avenir – étant aujourd'hui encore la référence dans le paysage syndical de RFA, les conceptions programmatiques dont rend compte notre volume n'ont, quant à elles, guère eu de succès. C'est en vain que le syndicalisme appelle alors de ses vœux un ordre économique et social nouveau. Et les revendications de *Mitbestimmung* des programmes syndicaux actuels paraissent bien pâles en regard de l'espoir mis dans la *Neuordnung*, cette rénovation radicale de la société réclamée après la chute du national socialisme.

Dans les années 70, les sociologues et historiens de la nouvelle gauche avaient redécouvert cette période fondatrice, largement refoulée par vingt ans de conservatisme adenauérien. Ils y avaient diagnostiqué un peu vite des opportunités révolutionnaires et flairé un parfum de trahison syndicale. Tout en faisant œuvre de pionniers, les chercheurs d'alors avaient exagérément conclu à la faillite des appareils, coupables d'une complicité objective dans l'évitable restauraton du capitalisme.

Entre-temps, l'historiographie a fait du chemin. La base documentaire s'est considérablement élargie, comme en témoigne l'abondante moisson présentée ici, tandis qu'une connaissance plus globale de la période, intégrant notamment la logique et les mécanismes des politiques d'occupation, une analyse plus approfondie du contexte économique et, par le biais de l'*oral history*, des éléments d'histoire des mentalités a permis de nuancer les jugements. Dans les quelques 80 pages serrées de leur introduction Mielke et Rütters peuvent donc, tout en dressant le bilan des connaissances actuelles, corriger avec sérénité les erreurs et les a priori d'il y a 20 ans.

Evidemment, le matériau présenté ensuite, pas moins de 393 documents, pratiquement tous de provenance syndicale, collectés dans 31 archives différentes (syndicales, de conseils d'entreprises et d'administrations) fait plus qu'illustrer cette réfutation de la *Restaurationsthese*. Structuré en 6 grands ensembles (syndicats et conseils d'entreprise, syndicats et organisations patronales, syndicats et partis, programmes et action syndicales destinées à améliorer la situation économique et sociale des travailleurs, programmes et actions tendant à une